

i.A.22.14.7.3.-CB/SRA

Bern, den 11. Juni 1990

VERTRAULICHInformations hebdomadaires 24/90

<u>Index:</u>	<u>Page</u>
1) Visite officielle de travail à Berne de M. Roland Dumas, le 8 juin 1990	2
2) Besuch von Nelson Mandela, Vizepräsident des African National Congress (ANC) bei BR Felber, am 8. Juni 1990 in Bern	6
3) Dreiertreffen der Wirtschaftsminister in Bad Urach (BRD) vom 8./9. Juni 1990	9
4) Conférence ministérielle EUREKA du 31 mai et 1er juin 1990 à Rome	11
5) Treffen mit Anemicael KAHSAI, Zentralkomiteemitglied der EPLF und Verantwortlicher für Europa	13
6) Gemischter Ausschuss Schweiz-EWG/EGKS (OA)	15
7) UNDP - Verwaltungsrat in Genf (vom 5.-8. Juni 1990)	15
8) 26. Jahresversammlung der Afrikanischen Entwick- lungsbank (BAD) und 17. Jahresversammlung des Afrikanischen Entwicklungsfonds (FAD) vom 29. - 31. Mai in Abidjan	16

1) Visite officielle de travail à Berne, de M. Roland Dumas, Ministre d'Etat, Ministre des affaires étrangères de la République française, le 8 juin 1990

Dans le cadre des rencontres régulières entre responsables des affaires étrangères, le CF Felber a reçu en visite officielle de travail pour des entretiens suivis d'un déjeuner M. Roland Dumas, Ministre d'Etat, Ministre des affaires étrangères de la République française, le 8 juin 1990 à Berne.

Les entretiens ont porté pour l'essentiel sur les relations CE/AELE dans la perspective de la négociation EEE, et également sur la nouvelle architecture européenne.

CE/AELE

Le CF Felber a fait valoir que:

- la phase exploratoire des négociations a montré une réelle cohésion à l'intérieur de l'AELE et la fait parler maintenant d'une seule voix. En raison des conditions géopolitiques propres et très différentes entre les divers pays de l'AELE, il ne saurait toutefois être question d'aboutir à une unité comparable à celle qui fait la cohésion de la CE et de créer ainsi une "mini-communauté".
- L'attention des Suisses à l'Europe s'éveille de plus en plus, que ce soit dans le public où les notions fondamentales de l'Etat suisse comme la neutralité, la démocratie directe et le fédéralisme, conservent en même temps un grand poids, au sein du Parlement que l'on peut dépeindre comme favorable à la négociation EEE ou même par le biais d'une initiative populaire qui vient d'être lancée, et qui réclame l'adhésion pure et simple de la Suisse à la CE.

- Pour la Suisse, l'EEE est un geste d'intégration, puisque dans cet accord, le principe des quatre libertés doit y être ancré. Pour ce qui a trait aux exceptions, l'intention de la Suisse n'est pas d'en allonger la liste. Certaines exceptions pourraient revêtir un caractère transitoire. Si pour de nombreuses exceptions, la marge de manoeuvre des autorités devrait être réelle (cf. droit des sociétés, droit des cartels), la Suisse ne sera pas en mesure de renoncer à certaines exceptions, comme par exemple la libre circulation des personnes ou la loi sur les acquisitions d'immeubles. Si le principe de la libre circulation des personnes est souhaitable, notre pays, avec 15% de population étrangère sur son territoire n'est pas en mesure de renoncer à sa législation actuelle.

- sur le plan institutionnel reste ouverte la question de l'élaboration (decision shaping) et de l'adoption (decision taking) des futures règles de l'EEE. S'il ne peut être question pour les pays de l'AELE d'interférer dans la prise de décision communautaire, l'acquis étant nécessairement évolutif, il faut que la participation des pays de l'AELE au "decision shaping" soit suffisamment développée pour que la décision prise soit la sanction de ce qui a été préparé, et que l'on évite ainsi par là-même un danger de satellisation.

M. Dumas expose pour sa part que:

- la décision d'ouvrir la négociation EEE a été prise sous la présidence française de la CE. La philosophie de la Communauté qui s'est exprimée à travers la Commission a été jusqu'alors d'exiger de ceux qui voulaient traiter avec elle de se grouper en vue des discussions. La Commission pourrait connaître des difficultés à l'avenir en persistant de façon absolue dans cette approche. La France est pour sa part moins exigeante, et elle est consciente des difficultés pour les pays de l'AELE, qui ne sont pas fondés à créer entre eux des structures contraignantes, à parler d'une seule voix. Il ne convient pas dès lors d'être trop exigeant sur le plan des structures.

La France part de l'idée que l'EEE pourra se constituer selon une formule adaptée aux circonstances. Les douzes pays de la CEE ont fait des efforts considérables et consenti des abandons de souveraineté pour créer ce que l'on dénomme l'"acquis communautaire". La CE continue d'avoir ses problèmes spécifiques, notamment en ce qui concerne la liberté de circulation et l'admission de ressortissants de pays tiers pour lesquels elle n'a pas encore de vraie politique commune d'immigration. Si la CE prête une oreille trop attentive aux diverses demandes de dérogations présentées par les pays de l'AELE dans le cadre de la négociation EEE, le danger existe que l'**exception devienne la règle**, et que dès lors un accord EEE soit vidé de sa substance. Il est donc important que les demandes de dérogation soient limitées, et qu'il ne soit pas présenté un véritable catalogue d'exceptions.

- Sur le plan institutionnel, il conviendra de trouver une formule qui concilie les deux principes fondamentaux d'après lesquels une partie ne doit pas bloquer l'autre, en même temps qu'une partie ne doit pas pouvoir imposer une solution à l'autre.

Architecture européenne

Les deux parties constatent qu'elles marchent d'un même pas vis-à-vis de l'évolution en Europe centrale et de l'Est.

Le CF Felber rappelle que la Suisse manifeste concrètement sa volonté de coopération avec ces pays et montre sa disponibilité, notamment par son adhésion à la BERD, et par la création d'un fonds d'aide de 250 millions de frs.

M. Dumas expose que le projet de confédération européenne évoquée par M. Mitterrand doit être compris de la manière suivante:

- Alors qu'une partie de l'Europe s'est homogénéisée (les douze pays de la CE), l'autre partie, les pays d'Europe centrale et de l'Est, se désagrège politiquement, économiquement et militairement. Il faut imaginer une structure d'accueil à l'intention des pays qui accèdent à la démocratie et ne peuvent en même temps en aucune manière rejoindre la communauté. Ceci signifie mettre sur pied une **structure confédérale souple**, sans pouvoir central, qui puisse permettre à tous les pays d'Europe de se rencontrer avec des droits égaux aussi souvent qu'ils le jugeront nécessaire pour parler de sujets d'intérêt commun. Il existe un grand nombre de problèmes d'intérêt commun qui devraient être tout naturellement traités dans un tel cadre, comme par exemple les questions d'environnement. Tous les pays d'Europe, y-compris bien-sûr la Suisse, devraient faire partie de cette structure, qui doit permettre de réfléchir aux problèmes d'intérêt commun à travers une lunette qui soit autre que communautaire.

Cette structure confédérale souple ne doit pas connaître des problèmes stratégiques et militaires. Il faut maintenir en parallèle la CSCE, qui reste la structure nécessaire pour la sécurité en Europe.

- 2) **Besuch von Nelson Mandela, Vizepräsident des African National Congress (ANC) bei BR Felber, am 8. Juni 1990 in Bern (Maison de Watteville). Teilnehmer seitens ANC: Nelson Mandela, Winnie Mandela, Thabo Mbeki - Direktor für internationale Angelegenheiten, Thomas T. Nkobi - Treasurer General, Trevor Abrahams - liaison officer sowie Ismail Meer. BR Felber war begleitet von Frau Hanselmann, sowie den Herren Cart, Pache, Chappuis, Combernous, Wyss (BAWI) und Brandel.**

 Gleicher Text auszugsweise bereits in "Informations hebdomadaires rapides"

Im Verlauf seiner sechswöchigen - bis Mitte Juli dauernden - Reise durch Europa, Nordamerika und Afrika, besuchte Nelson Mandela ebenfalls die Schweiz und wurde am 8. Juni 1990 in Bern von BR Felber zu einem Arbeitsgespräch empfangen. Mandela konnte somit verhältnismässig frühzeitig der Einladung zum Besuch der Schweiz entsprechen, welche ihm kurz nach seiner Haftentlassung ausgesprochen worden war. Mandela äusserte im Verlaufe des Gesprächs, dass er bei anderer Gelegenheit die Schweiz und seine Bewohner näher kennenlernen möchte.

Aus Genf kommend, wo er vor dem Weltkirchenrat und vor der Internationalen Arbeitsorganisation gesprochen hatte (ein Treffen mit IKRK-Präsident Sommaruga sagte Mandela wegen Ermüdung kurzfristig ab), traf Mandela in Begleitung seiner Gattin mit Verspätung im Belpmoos ein, wo sie von BR Felber begrüsst wurden.

Zu Beginn der offiziellen Gespräche hiess **BR Felber** Mandela herzlich willkommen, dankte ihm für den Besuch und zollte dem südafrikanischen Schwarzenführer Respekt für die durchgestandenen Leiden in langjähriger Gefangenschaft. BR Felber begrüsst die Veränderungen in Südafrika als hoffnungsvolles Zeichen für die Zukunft. Getreu ihrer Politik habe sich die Schweiz stets für die Einhaltung der Menschenrechte in Südafrika eingesetzt und habe die Rassentrennung verurteilt. BR Felber ging ausführlich auf die (in den letzten Jahren) stattgefundenen Kontakte mit dem ANC ein und hob insbesondere die direkte oder indirekte Unterstützung des ANC im Rahmen der Positiven Massnahmen hervor. Die Schweiz sei auch weiterhin bereit, u.a. die wirtschaftlichen Kontakte mit dem ANC zu fördern. BR Felber vermerkte auch die Interventionen zugunsten bestimmter Gefangener in Südafrika (für deren Freilassung oder Begnadigung im Falle von Todesurteilen).

Mandela zeigte sich seinerseits geehrt durch die Einladung. Die Schweiz habe in der Vergangenheit bewiesen, dass sie dem Frieden verpflichtet sei. Er dankte für die schweizerische Hilfe und Unterstützung an die Bevölkerung von Südafrika und für die Bemühungen zugunsten seiner Befreiung sowie diejenige anderer ANC-Mitglieder. Alle diese Unterstützungen hätten ihm geholfen, in der Vergangenheit durchzuhalten und Schwierigkeiten zu meistern. Er hoffe und danke für weitere Unterstützung von ANC-Anliegen.

Tatsächlich hätten in Südafrika Veränderungen stattgefunden, stellte Mandela fest. Er akzeptiere und begrüsse sie auch. Der ANC anerkenne Präsident de Klerk's wichtige Rolle. Letzterer hätte mutige Schritte getan und eine neue Richtung eingeschlagen. De Klerk habe die ehrliche Absicht, eine Lösung und Frieden zu suchen.

- 7 -

Im letzten Treffen, führte Mandela weiter aus, wurden der Regierung die Hindernisse zu eigentlichen Verhandlungen klargestellt: Rückkehr der Exilierten, Befreiung der politischen Gefangenen, Beendigung von politischen Prozessen, Aufhebung des Ausnahmezustandes und Beseitigung von unterdrückenden Gesetzen. Der ANC habe diese Forderungen in der Folge von einem eigens dafür geschaffenen Komitee überwachen lassen. Ein entsprechender Bericht vom 21. Mai 1990 liege vor. Es gehe nun darum, diesbezügliche Zusagen auch tatsächlich von der Regierung verwirklichen zu lassen. Die teilweise Aufhebung des Ausnahmezustandes (in der Provinz Natal bleibt das Notrecht im Moment noch in Kraft) und die Befreiung von politischen Gefangenen trügen ohne Zweifel zu einer besseren Atmosphäre bei.

Das Hauptanliegen des ANC bleibe trotz all diesen Veränderungen bestehen und müsse erfüllt werden: das "One man - one vote" Prinzip; (ginge es nach dem Willen der Opposition, so würde zuerst eine gemischte Uebergangsregierung die Macht übernehmen und eine gemäss dem "one man - one vote" Prinzip gewählte Konstituante würde hierauf eine neue Verfassung zentralistischen, unitären Zuschnitts annehmen). Eine auf diesem System aufgebaute Verfassung, so Mandela, garantiere die Rechte der weissen Minderheit. Der ANC hoffe, dass die Schweiz diesen von ihm gewählten Weg unterstütze, ein Weg, welcher von den bereits besuchten Ländern akzeptiert würde.

Mandela vertrat daraufhin vehement die Ansicht, der internationale Druck auf Südafrika dürfe jetzt nicht gelockert werden; nur durch Druck könne die Rassentrennung vollständig beseitigt werden. Die Schweiz solle ihre Position bezüglich Sanktionen überdenken und ändern und sich anderen europäischen Ländern anschliessen. Mandela fügte bei, dass die Aufrechterhaltung der Sanktionen von den afrikanischen Staaten, den Frontstaaten, der OAU und den Commonwealth-Ländern - mit einer Ausnahme - sowie von der Blockfreienbewegung befürwortet werden. Präsident Mugabe (Präsident der OAU) habe die EG schriftlich um Aufrechterhaltung der Sanktionen gebeten. Die beiden Gewerkschaften COSATU und NACTU erachteten Sanktionen als nötig. Er wisse, dass die Schweiz sich in der Frage der Sanktionen auf die Neutralitätspolitik stütze und die Schweiz glaube, Sanktionen würden den Schwarzen schaden. Es läge aber an den Schwarzen Südafrikas zu entscheiden, mit welchen Mitteln das Ziel der vollständigen Abschaffung der Rassentrennung erreicht werden könne: und dies seien Sanktionen. Die schwarze Bevölkerung sei auch bereit, den Preis wie Arbeitslosigkeit und weiterhin schlechtes Erziehungswesen dafür zu bezahlen. Mandela fügte bei "their is no easy way to liberation".

Die schweizerischen Handelsbeziehungen mit Südafrika, so Mandela, hätten zugenommen und südafrikanische Multinationals - wahrscheinlich in Anspielung auf die neue Zentrale der südafrikanischen Firma de Beers in der Schweiz - hätten sich in der Schweiz angesiedelt. Auch dies trüge dazu bei, die Regierung Südafrikas davon abzuhalten, die Apartheid vollständig abzuschaffen.

Auf seiner Reise werde Mandela alle Staaten bitten, die Antiapartheid-Kräfte in Südafrika zu unterstützen. Es gäbe aber keine Lösung des Problems, ohne dass der ANC an diesem Prozess

beteiligt sei. Die Mehrzahl der Homelands arbeiteten gemäss Mandela in irgend einer Form mit dem ANC zusammen. Buthelezi (Chef-Minister des Homeland Kwazulu) sei der einzige, welcher sich gegen den ANC gestellt habe - und dieser würde offenbar von der Schweiz unterstützt. Die Unruhen in Natal seien auf die Zersplitterung der Meinungen betreffend Unterstützung für ANC oder für Buthelezi zurückzuführen. Durchgeführte Rallies hätten aber auch dort eine krasse Mehrheit für die Anliegen des ANC an den Tag gelegt. Die Schweiz solle, so Mandela, Buthelezi nicht mehr unterstützen.

Schliesslich verwies Mandela auf den Umstand, dass die Regierung offenbar die Kontrolle über die Sicherheitsorgane (Polizei und Armee) verloren habe. Urplötzlich seien Elemente aufgetaucht, die zu einer Polarisierung dieser gefährlichen Situation beigetragen hätten. Mandela befürchte die Schaffung von paramilitärischen Gruppen - ein weiterer Grund seines Appells an die internationale Gemeinschaft, Sanktionen aufrechtzuerhalten.

BR Felber nahm Kenntnis von den Ausführungen Mandelas. In einem Punkt müsse er aber widersprechen, sagte er. Die Schweiz unterstütze Buthelezi nicht. Seines Wissens täten dies einzelne schweizerische Unternehmen. Die Schweiz teile voll und ganz das Prinzip der Einheit. Er würde selbstverständlich den Bundesrat über dieses Gespräch unterrichten, auch was die Frage der Sanktionen betreffe. BR Felber ging nicht weiter auf die Frage der Sanktionspolitik der Schweiz ein, wohl im Bewusstsein, dass der Hauptpfeiler unsere Politik in Südafrika u.a. bezweckt, den Dialog zwischen der Regierung und der Opposition zu fördern. Dieser Umstand dürfte Mandela wohlbekannt sein. BR Felber erklärte, dass die (Handels) Beziehungen mit Südafrika keineswegs so gut seien, wie von Mandela angenommen. Der Plafond des Handelsaustausches z.B. sei nicht erreicht. Waffenverkäufe fänden keine statt. BR Felber wisse, dass grosse Teile des Schweizervolkes die Anliegen für die schwarze Bevölkerung unterstützten und sich in dieser Angelegenheit sehr sensibel zeigen. Der Bundesrat würde u.a. mit Hilfe der schweizerischen Botschaft in Pretoria die kommenden Ereignisse in Südafrika, aber insbesondere auch was die Demobilisierung der Rebellen in den Frontstaaten betreffe, sehr genau verfolgen und sich entsprechend verhalten.

Bei dem anschliessend geführten separaten Gespräch wurde BR Felber gebeten, die sehr heikle Rückkehr der Exilierten durch finanzielle Hilfe zu unterstützen. Dieser Aspekt bereitet dem ANC offensichtlich grosse Sorge.

Alle schweizerischen Teilnehmer an diesem Gespräch waren beeindruckt von der Persönlichkeit Mandelas, von seiner Ausstrahlung, von seiner Vitalität und von seiner trotz jahrelanger Haft pragmatischen und unverbitterten Vorgehensweise, wie er eine Lösung der Probleme in Südafrika anzustreben bereit ist. Man ist geneigt zu glauben, dass seine im Verlauf des vorgenannten Gesprächs gemachte Bemerkung, in Südafrika dürfe es weder Gewinner noch Verlierer geben, nicht bloss ein Lippenbekenntnis war.

3) Dreiertreffen der Wirtschaftsminister in Bad Urach
(Bundesrepublik) vom 8./9. Juni 1990

Turnusgemäss lud Bundeswirtschaftsminister Haussmann (H) den österreichischen Bundeswirtschaftsminister Schüssel (S) und Bundesrat Delamuraz (CFD) zum Dreiertreffen in die Bundesrepublik ein. Hauptthemen der trilateralen Gespräche waren die deutsche Einigung, die Entwicklung in Mittel- und Osteuropa sowie die Europäische Integration.

H rechnet damit, dass die DDR die für die Einigung und die damit verbundene volle Integration in die EG notwendigen Anpassungen rasch vorantreiben werde, so dass die Uebergangsperiode kurz gehalten werden könne. Direktinvestitionen westlicher Unternehmen seien im beiderseitigen Interesse und sollten rasch an die Hand genommen werden. Die BRD sei bereit, die Investitionszulage von 12% auch Direktinvestoren aus Drittländern zu gewähren. Angesichts der vielfältigen Aenderungen in der DDR ist bei potentiellen Investoren ein grosser Informationsbedarf festzustellen. Die Minister kommen überein, im Herbst ein Seminar für interessierte Unternehmen aus der Schweiz und Oesterreich zu veranstalten, das insbesondere auch dem Erfahrungsaustausch mit bundesdeutschen Unternehmen dienen soll. Die Veranstaltung soll auch Klein- und Mittelunternehmen ansprechen.

Die Minister kommen ferner überein, ihre Kollegen aus Ungarn und der CSFR zu einem gemeinsamen Treffen einzuladen (voraussichtlich Anfang 1991 in Wien). An diesem Treffen sollen die Möglichkeiten der Förderung der Wirtschaftsbeziehungen in Gebieten, an denen ein gemeinsames Interesse besteht, besprochen werden.

H war kürzlich in Moskau. Der Kompetenzenwirrwarr macht es fast unmöglich, grössere Projekte, von denen eine Vielzahl vorgeschlagen werden, zu verwirklichen. Die BRD bemüht sich trotzdem, die Zusammenarbeit zu intensivieren und die Unternehmer zeigen dabei eine bewundernswerte Ausdauer. Seit zwei Jahren läuft ein Programm zur Ausbildung von 1000 Managern pro Jahr. Im übrigen werden Zuschüsse an Industrieausstellungen gewährt und die laufenden Exportkredite, wie vor allem der noch nicht ganz ausgeschöpfte 3 Milliarden-Kredit der Deutschen Bank, abgewickelt. Die UdSSR bemüht sich, die Zahlungsrückstände, die wohl doch zu einem grossen Teil auf die herrschende Desorganisation zurückzuführen sind, bis im Juli zu begleichen.

Zum EWR legen S und CFD die Bedeutung der institutionellen Fragen dar. Der Mandatsentwurf der EG-Kommission ist in dieser Hinsicht unbefriedigend. H teilt diese Auffassung in wichtigen Punkten: Es ist ein Verfahren zu finden, das die grösstmögliche Gewähr für die Einigung über die Weiterentwicklung des EWR-Rechtes bringt. Entscheidend dafür ist nach deutscher Auffassung die Osmose in der Beschlussvorbereitung. Ob die Beschlussfassung gemeinsam oder getrennt erfolgt, ist dagegen eher zweitrangig. Die BRD setzt sich im Rat vor allem für eine Beteiligung der EG-Mitgliedstaaten ein die stärker ausgebildet sein muss als sie der Mandatsvorschlag der Kommission vorsieht. Was die Anwendung, des EWR-Rechts angeht, sind auch nach deutscher Auffassung kollektive Strukturen der EFTA-Länder erwünscht, die aber nicht unbedingt mit supranationalen Kompetenzen auszustatten sind. Die Diskussion des Mandatsvorschlages der Kommission gestaltet sich im Coreper recht mühselig und es ist zu erwarten, dass einige Fragen durch die Minister am 18./19. Juni zu entscheiden sein werden.

H unterstreicht einmal mehr die Bedeutung, welche die BRD dem EWR beimisst. Die einzelnen deutschen Regionen brauchen offene Grenzen mit den Nachbarländern, die der EG nicht angehören. Der EWR stellt eine sinnvolle Form der Zusammenarbeit mit Ländern dar, welche nicht oder noch nicht zu einem Beitritt bereit sind.

Im übrigen berichtet H über seinen soeben abgeschlossenen Besuch in Stockholm. Er zeigt sich beeindruckt von der fast dramatisch zunehmenden Verlagerung der Investitionen der schwedischen Industrie in die EG. Trotzdem habe Carlsson ihm versichert, dass seine Regierung einen EG-Beitritt vorerst nicht in Betracht ziehe. Vor allem die Neutralität, deren Bedeutung eher zunehme, lasse einen solchen Schritt nicht zu.

4) Conférence ministérielle EUREKA du 31 mai et 1er juin 1990 à Rome.

1. Les points principaux de cette conférence:

- L'annonce de 91 nouveaux projets qui représentent un volume d'investissement d'environ 970 millions d'écus, la Suisse participe à 11 nouveaux projets. Le coût estimé de ces projets s'élève à 850 millions de francs suisses, dont 55 millions de francs en Suisse.
- Les ministres de 19 pays européens et le Vice-président de la Commission des Communautés européennes ont réaffirmé le but fondamental d'EUREKA: poursuivre le développement du potentiel technologique européen au sein de l'économie de marché mondial.
- L'intérêt croissant dont fait l'objet EUREKA, même en dehors de son cadre institutionnel. Un intérêt qui est une preuve supplémentaire du succès de l'initiative. La plupart des ministres ont souligné dans leurs déclarations l'importance du maintien des principes fondamentaux d'EUREKA par exemple le "bottom-up" approach avec les entreprises et les instituts de recherche comme initiateurs des projets.

2. La conférence, à laquelle participaient les ministres de 19 pays EUREKA et le Vice-président de la Commission Pandolfi, s'est déroulée dans un climat de satisfaction et de confiance dans l'avenir de cette entreprise. Cet optimisme se fonde en premier lieu sur le nombre encourageant de nouveaux projets qui ont été lancés. Le nombre des nouveaux projets dépasse en effet tout ce qu'on a vu auparavant. Il est unanimement admis que le dispositif flexible de coopération mis à disposition par EUREKA continue à correspondre à un besoin réel.

3. Le bon fonctionnement du "plan de travail à moyen terme" constitue un progrès et une bonne base pour les Pays-Bas et la Finlande qui assureront les deux prochaines années de présidence EUREKA.

4. Dans son intervention le Chef de la délégation suisse, le secrétaire d'Etat Franz Blankart a souligné
 - L'importance que la Suisse attache aux principes fondamentaux d'EUREKA.
 - L'intérêt qu'a suscité l'initiative italienne d'organiser une rencontre interparlementaire.
 - L'importance d'EUREKA comme instrument de promotion pragmatique de la compétitivité de l'industrie européenne.
 - Le prix que la Suisse attache à une bonne coordination et coopération entre les différents programmes de recherche et de développement nationaux et européens pour mettre à profit le potentiel de synergies.
 - La satisfaction de constater qu'EUREKA devient une plate-forme toujours plus importante pour promouvoir l'intérêt de petites et moyennes entreprises dans une coopération technologique européenneet il a annoncé la disponibilité de la Suisse de présider l'initiative EUREKA en 1994/1995 et en conséquence d'organiser la conférence ministérielle EUREKA en Suisse en juin 1995.

5. Pour ce qui est de la présidence néerlandaise qui prend le relais de la présidence italienne, celle-ci mettra les accents sur l'évaluation de l'initiative EUREKA dans son ensemble depuis 1985 en créant un groupe indépendant à cette fin (dont ancienne, actuelle et future présidences). Les programmes stratégiques tels que JESSI et la HDTV (TV à haute-définition) seront une partie importante de cette prochaine présidence: de même les programmes de techniques de l'environnement et les programmes relatifs aux transports.
En vue des nouveaux développements en Europe, les Pays-Bas organiseront un séminaire pour mieux informer les entreprises et instituts de recherche de pays de l'Europe centrale et orientale sur les possibilités de coopération dans le cadre EUREKA.

Vu le très haut niveau des recherches entreprises sous le sigle EUREKA et tant que le COCOM existe, la participation des pays de l'Europe centrale et orientale en tant que membres à part entière d'EUREKA n'est actuellement pas encore envisagée. En revanche, pratiquement tous les membres d'EUREKA ont plaidé pour une politique de rapprochement active sans pour autant mettre en cause les principes de base, qui ont fait le succès d'EUREKA.

- 5) Treffen mit Anemicael K a h s a i (K.), Zentralkomiteemitglied der EPLF (Eritrean' People's Liberation Front) und Verantwortlicher fuer Europa (mit Sitz in London)

Dem Wunsche A. Kahsai's entsprechend, wurde er zusammen mit Dr. Toni Locher, Schweizerisches Unterstuetzungskomitee fuer Eritrea, vom stv. Chef der Politischen Abteilung II, F. Chappuis (CFR), am 7. Juni 1990 zu einem Gespraech empfangen. Wegen der gleichentags erfolgten Anreise aus Genf (u.a. Treffen mit Weltkirchenrat und IKRK) und eines unmittelbar nach diesem Gespraech geplanten Treffens mit Parlamentariern fiel dieses verhaeltnismaessig kurz aus. Es bot K. aber Gelegenheit, aus Sicht seiner Befreiungsbewegung die Hungersnot im Norden Aethiopiens und die politische und militaerische Lage in diesem Land zu eroertern.

Gemaess K. ist die drohende Hungersnot im Norden des Landes, von der je 2 Mio. Eritreer und Aethiopier betroffen seien, vor allem auf den Befreiungskampf im "unvollendeten Entkolonialisierungsprozess" zurueckzufuehren. Der Transport der dringend benoetigten Nahrungsmittel sollte genaess K. am besten mit den sogenannten Cross Border Operations (via Sudan) erfolgen. Den anderen Alternativen, d.h. Transporte ueber Hafen von Massawa oder die kuerzlich von den Praesidenten der USA und UdSSR vorgeschlagene Luftbruecke nach Asmara (sowjetische Flugzeuge und amerikanisches Getreide), raeumt K. wenig Chancen ein. Massawa sei "unpractical", die Luftbruecke ihrerseits koenne zu Waffentransporten missbraucht werden. Die von K. angegebene Zahl der in Asmara belagerten aethiopischen Truppen und Zivilbevoelkerung, 120'000 bzw. 350'000, stimmt mit den uns bekannten Angaben ueberein.

Laut K. ist die militaerische Situation der Regierung aeusserst schlecht. Trotz militaerischer Vorteile der EPLF zoege man aber eine politische Loesung des Konfliktes vor, sei jedoch entschlossen, wenn noetig, bis zur vollstaendigen Unabhaengigkeit Eritreas weiterzukaempfen.

Laut K. sind die Gespraechе, die im vergangenen Jahr auf Initiative von Ex-Praesident Carter begannen, fruchtlos geblieben. Er gibt diesen keine Chancen, obwohl die Regierung der Forderung der EPLF nachgekommen sei, die UNO bei diesen Gespraechen als Beobachterin zuzulassen. K. sieht die Rolle der Vereinten Nationen vielmehr darin, eine Volksbefragung in Eritrea (analog zur Westsahara) durchzufuehren und zu ueberwachen, mit dem Ziel, eine gerechte und friedliche Loesung auf der Basis des Grundrechts des eritreischen Volkes auf Selbstbestimmung zu finden. Im uebrigen truege die internationale Gemeinschaft Verantwortung fuer das Geschehen im Horn von Afrika im allgemeinen und in Aethiopien im speziellen. Vorab die Inaktivitaet der afrikanischen Staaten sei der Grund fuer 30 Jahre Krieg und nicht Addis Abebas Armee. CFR nahm von diesen Ausfuehrungen Kenntnis und wollte der von den angesprochenen Staaten in den vergangenen Jahren ausgeuebten Realpolitik nicht widersprechen. Bezogen auf die Schweiz fuegte CFR bei, dass diese auf beidseitige Anfrage hin bereit sei, einen Mindestbeitrag zur Loesung des Konfliktes zu leisten.

Abschliessend bedankte sich K. fuer die schweizerische Hilfe, nicht ohne beizufuegen, dass er diese gerne noch erhoeht saehe. Auf K.'s Anfrage nach Eroeffnung eines Bueros in Genf (insbesondere fuer die Teilnehmer an den UNO-Menschenrechtskommissionen) wurde ihm mitgeteilt, dass dies rechtlich durchaus moeglich sei. Dr. Locher seinerseits fuegte ganz am Schluss des Gespraechs bei, dass im Falle einer Loesung (damit meinte er Unabhaengigkeit Eritreas) Entwicklungshilfe noetig sei (eine Tatsache, die zutreffen wuerde).

6) Gemischter Ausschuss Schweiz-EWG/EGKS (OA)

Am 8. Juni 1990 fand unter dem Vorsitz von Botschafter B. von Tschärner die 35./34. Tagung des GA Schweiz EWG/EGKS statt. Die Delegation der EG stand unter der Leitung von Direktor Cohen (DG I). Beide Seiten betonten die Bedeutung des GA als Problemlösungsinstrument, dies trotz der anstehenden Verhandlungen über einen EWR-Vertrag. Schweizerischerseits rief man einmal mehr unsere (bis anhin unerfüllten) Anliegen (PTV, Schiedsgerichtsklausel) in Erinnerung, hatte aber keine neuen Fälle vorzutragen. Neben Fragen, die unter das FHA fallen (Verbot von PVC-Verpackungen) wurden seitens der EGK vorwiegend agrarpolitische Anliegen (Besteuerung/-NTB im Bereich Alcoholica, Schweinefleisch- und Joghurtexporte) vorgetragen. Erstmals in der Geschichte des FHA wurde von der EGK im GA auch ein Fall aufgebracht, der mutmassliche, kartellistische Absprachen zwischen einer Schweizer Firma und einem Gewerbeverband, zum Nachteil von Exporteuren aus dem EG-Raum zum Inhalt hat. Seitens der EGK wurde anlässlich dieser Sitzung ausdrücklich auf das besondere Gewicht der Schweiz als Handelspartner innerhalb der EFTA-Staaten hingewiesen.

7) UNDP - Verwaltungsrat in Genf (vom 5.-8. Juni 1990)

Im Rahmen seiner Generaldebatte vom 5. bis 8. Juni 1990 hat der Verwaltungsrat des UNO-Entwicklungsprogrammes 40 Jahre technische Zusammenarbeit des UNO-Systems gefeiert. In der Grussbotschaft des Bundesrates sprach Bundesrat F. Cotti insbesondere zu Fragen von Umwelt und Entwicklung. Er stellte dabei die Umwelt prominent neben andere Probleme der Entwicklungsländer, wie Verschuldung, Bevölkerungswachstum, Volksgesundheit (AIDS) und Hungersnot. Er unterstrich das globale Interesse, durch multilaterale Massnahmen die Entwicklungsländer in ihren Bemühungen, die Umweltzerstörung zu stoppen, zu unterstützen. Das UNDP sei im multilateralen Rahmen neben der Weltbank und dem Umweltprogramm der UNO ein wichtiger Partner dazu. Unter den Rednern des Festaktes waren auch H. Geingob, der Premierminister von Namibia, und A. Blanca, der Generaldirektor für Entwicklung und Wirtschaft als Vertreter des UNO-Generalsekretärs. Die Feier wurde abgerundet durch einen Empfang des Bundesrates und der Genfer Behörden auf dem Genfersee, der Staatssekretär K. Jacobi Gelegenheit bot, mit hochrangigen Vertretern der Entwicklungszusammenarbeit verschiedener Länder und internationaler Organisationen informelle Gespräche zu führen.

DEH-Direktor F.R. Staehelin sprach tags darauf in der allgemeinen Erklärung der Schweiz die im UNDP-Verwaltungsrat anstehenden wichtigen Fragen für die Zukunft des Entwicklungsprogrammes und die gesamte technische Zusammenarbeit des UNO-Systems an:

- Rolle und Profil des UNDP in den 90er Jahren;
- Programm- und Projektdurchführung durch die Entwicklungsländer;
- Neuregelung der Regiekosten für die Durchführung von Entwicklungsprojekten durch die Spezialorganisationen der UNO;
- Festlegung und Zuteilung der finanziellen Mittel des UNDP für dessen 5. Programmzyklus, 1992-1996.

Entscheidungen des Verwaltungsrates zu diesen Fragen werden Gegenstand einer Wocheninformation von Ende Juni sein.

8) **26. Jahresversammlung der Afrikanischen Entwicklungsbank (BAD) und 17. Jahresversammlung des Afrikanischen Entwicklungsfonds (FAD) vom 29. - 31. Mai in Abidjan**

Aus der Zahl der an den diesjährigen Jahresversammlungen der Gruppe der Afrikanischen Entwicklungsbank behandelten Sachgeschäfte ist der Vorentscheid zur Aufnahme Namibias als BAD-Mitglied sowie die Wiederwahl durch Akklamation des senegalesischen BAD-Präsidenten Babacar N'Diaye für eine weitere 5-jährige Amtszeit hervorzuheben. Das Schlussdokument zur "mid-term review" der 4. Kapitalerhöhungsperiode der Bank (1987-1991), welches die definitive Festlegung des Ausleihevolumens mit Politik-Direktiven verbindet, fand ungeteilte Zustimmung. Kontrovers war hingegen die Verwendung eines Teils des Bankgewinnes und die Zuteilung eines Betrags aus den Fondsreserven für einen "Nothilfefonds": die Bank sollte ihre Tätigkeit nicht allzu sehr verzetteln. - Leiter der schweizerischen Delegation in Abidjan war Botschafter Pierre-Louis Girard, Delegierter für Handelsverträge, Bawi.

Die Gouverneure der regionalen Mitgliedsländer drückten in ihren Interventionen die Befriedigung über das je rund 30 %-ige Wachstum des gesprochenen Kreditvolumens und der Auszahlungen für konventionelle Projekte und Anpassungsprogramme aus. Sie zeigten sich besorgt um den "afrikanischen Charakter" der Bank, welchen sie durch die Unterstützung mannigfaltiger Initiativen des Bankmanagements, wie der Kreation einer afrikanischen "Export-Import Bank", einer "Debt Management Unit" oder eines "Endowment Fund for Africa", zu fördern meinen. Die Gouverneure für Zimbabwe und Ghana, die Finanzminister Chidzero und Botchwey, richteten leidenschaftliche Appelle an ihre afrikanischen Kollegen, die Anpassungspolitik als den einzigen realistischen Weg aus der Krise weiter zu verfolgen (letzterer nicht ohne kritische Untertöne), und gleichzeitig an die nicht-regionalen Gouverneure, die Hilfe an Osteuropa nicht auf Kosten Afrikas zu gewähren. Der nigerianische Wirtschaftsminister Falae schlug als Ergänzung zur bisherigen internationalen Schuldenstrategie (Brady Plan, Toronto-Konzessionen) die langfristige Verbriefung aller kommerziellen Ausstände zu konzessionellen Bedingungen vor.

Die meisten nicht-regionalen Länder konzentrierten sich demgegenüber in ihren Interventionen vor allem auf die Probleme der BAD. Sie sind der Ansicht, die Stärkung dieser Institution sei die Voraussetzung für eine effiziente Tätigkeit im Dienste Afrikas. So setzte sich die Schweiz - ähnlich wie die meisten anderen nicht-regionalen Länder - entschieden für eine institutionelle Konsolidierung der Bank ein. In ihren bisherigen Tätigkeitsbereichen der Projektfinanzierung und der technischen Hilfe, ausgerichtet auf die ärmsten Länder des Kontinents, besitze die BAD komparative Vorteile: sie sollte sich deshalb nicht auf Gebiete vorwagen, auf denen ihr die technischen und administrativen Kapazitäten fehlen und wo andere Organisationen bereits tätig sind, sondern weiter an der Verbesserung ihrer Projekte und damit ihres Kreditportfolios arbeiten. Im Rahmen einer vorsichtigen, mit anderen Geberinstitutionen koordinierten Anpassungsfinanzierung sollen primär günstige Rahmenbedingungen, vorab für die Tätigkeit des Privatsektors, geschaffen werden.

Die Gouverneure konnten nach der Annahme verschiedener Massnahmen vor allem auf finanziellem Gebiet bereits gewisse Fortschritte bei der Stärkung der Bank feststellen. Auf administrativem Gebiet sind diese Bemühungen dagegen etwas im Verzug; die Bankführung schenkt diesen Problemen aber im laufenden Geschäftsjahr vermehrte Aufmerksamkeit.

Verschiedene nicht-regionale Gouverneure sprachen sich dezidiert für die fortgesetzte finanzielle und technische Unterstützung Afrikas aus. Die BAD und ihr konzessioneller "Schalter", der FAD, bleiben einer der Hauptkanäle für die multilaterale Hilfe an diesen Kontinent. Dabei wird künftig dem Umweltschutz auch in Afrika mehr Beachtung geschenkt werden müssen.

Unmittelbar anschliessend an die Jahresversammlungen fand auch die "mid-term review" der Fondstätigkeit in seiner 5. Auffüllungsperiode (FAD-V) statt. Die Schlüsse der Delegierten bildeten denn auch die Grundlage für die daran anschliessende erste Verhandlungsrunde über FAD-VI, in welcher vorläufige Anhaltspunkte für die Ausleihetätigkeit des Fonds über die Jahre 1991-1993 erarbeitet wurden.

K. Jacobi



Referenzen und Initialen

Adresse für Telex an Dritte

i.A.22.14.7.3.-CB/SRA

Chiffriert	Priorität	Faktura	Text erg.	F.I.
<input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Ja Nein	Norm. Dring. Flash			

Absender	Seite-Nr.
Presse und Info	1

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------

wochentx

Informations hebdomadaires rapides no 24/90 du 11.06.1990

- 1) Besuch von Nelson Mandela, Vizepraesident des African National Congress (ANC) bei BR Felber, am 8. Juni 1990 in Bern.
- 2) Visite officielle de travail à Berne de M. Hage GEINGOB, Premier Ministre de la République de Namibie, le 6 juin 1990
- 3) Rencontre Dalai Lama - Keusch à Rikon/ZH (7.6.1990)
- 4) KSZE-Konferenz Kopenhagen (5. - 29.6.1990)
- 5) Besuch MAE Dumas siehe ''Info hebdo normales''

- 1) Besuch von Nelson Mandela, Vizepraesident des African National Congress (ANC) bei BR Felber, am 8. Juni 1990 in Bern

Im Verlauf seiner sechswöchigen Reise durch Europa, Nordamerika und Afrika, besuchte Nelson Mandela ebenfalls die Schweiz und wurde am 8. Juni 1990 in Bern auf Einladung des EDA von BR Felber zu einem Arbeitsgepraech empfangen.

Zu Beginn der offiziellen Gespraechе hiess BR Felber Mandela herzlich willkommen, dankte ihm fuer den Besuch und zollte dem suedafrikanischen Schwarzenfuehrer Respekt fuer die durchgestandenen Leiden in langjaehriger Gefangenschaft. BR Felber begruess-te die Veraenderungen in Suedafrika als hoffnungsvolles Zeichen

117 80 000 39665

Datum: 11.06.1990
Tel. intern 30 66

Visum:

Referenzen und Initialen

Adresse f#r Telex an Dritte

Chiffriert

Priorit#t

Faktura

Text erg.

F. l.

Absender

Seite-Nr.

2

Ja

Nein

Norm.

Dring.

Flash

Empf#ngercode

Empf#ngercode

Empf#ngercode

Empf#ngercode

Empf#ngercode

Empf#ngercode

fuer die Zukunft. Getreu ihrer Politik habe sich die Schweiz stets fuer die Einhaltung der Menschenrechte in Suedafrika eingesetzt und die Rassentrennung verurteilt. BR Felber ging ausfuehrlich auf die (in den letzten Jahren) stattgefundenen Kontakte mit dem ANC ein und hob insbesondere die direkte oder indirekte Unterstuetzung des ANC im Rahmen der Positiven Massnahmen hervor. Die Schweiz sei auch weiterhin bereit, u.a. wirtschaftliche Kontakte mit dem ANC zu foerdern. BR Felber vermerkte auch die Interventionen zugunsten Gefangener in Suedafrika (fuer deren Freilassung oder Begnadigung im Falle von Todesurteil).

Mandela zeigt sich seinerseits geehrt durch die Einladung. Die Schweiz habe in der Vergangenheit bewiesen, dass sie dem Frieden verpflichtet sei. Er dankte fuer die schweizerische Hilfe und Unterstuetzung an die Bevoelkerung von Suedafrika und fuer die Bemuehungen zugunsten seiner Befreiung sowie diejenige anderer ANC-Mitglieder.

Tatsaechlich haetten in Suedafrika Veraenderungen stattgefunden, stellte Mandela fest. Er akzeptiere und begruesse sie. Der ANC anerkenne Praesident de Klerk's wichtige Rolle. Letzterer haette mutige Schritte getan und eine neue Richtung eingeschlagen.

De Klerk habe die ehrliche Absicht, eine Loesung und Frieden zu suchen.

5.17 80 000 39685

Datum: _____

Visum:

Tel. intern _____

Referenzen und Initialien

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

3

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

Die teilweise Aufhebung des Ausnahmezustandes (in der Provinz Natal bleibt das Notrecht im Moment noch in Kraft) und die Befreiung von politischen Gefangenen truegen ohne Zweifel zu einer besseren Atmosphaere bei.

Das Hauptanliegen des ANC bleibe trotz all diesen Veraenderungen bestehen und muesse erfuellt werden: das "one man - one vote" Prinzip. Eine auf diesem System aufgebaute Verfassung, so Mandela, garantiere die Rechte der weissen Minderheit. Der ANC hoffe, dass die Schweiz diesen von ihm gewaehlten Weg unterstuetze.

Mandela vertrat daraufhin vehement die Ansicht, der internationale Druck auf Suedafrika duerfe jetzt nicht gelockert werden; nur durch Druck koenne die Rassentrennung vollstaendig beseitigt werden. Die Schweiz solle ihre Position bezueglich Sanktionen ueberdenken und aendern und sich anderen europaeischen Laendern anschliessen.

Auf seiner Reise werde Mandela alle Staaten bitten, die Anti-apartheid-Kraefte in Suedafrika zu unterstuetzen. Es gebe aber keine Loesung des Problems, ohne dass der ANC an diesem Prozess beteiligt sei.

Schliesslich verwies Mandela auf den Umstand, dass die Regierung offenbar die Kontrolle ueber die Sicherheitsorgane (Polizei und Armee) verloren habe. Urploetzlich seien Elemente aufgetaucht,

Datum: _____	Visum: _____
Tel. intern _____	

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Four horizontal lines for entering references and initials.

Four horizontal lines for entering the address for telex to third parties.

Chiffriert Priorität Faktura Text erg. F.I.

Ja Nein Norm. Dring. Flash

Absender Seite-Nr.

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

die zu einer Polarisierung dieser gefaehrlichen Situation beigetragen haetten.

BR Felber nahm Kenntnis von den Ausfuehrungen Mandelas. Die Schweiz teile voll und ganz das Prinzip der Einheit. Er wuerde selbstverstaendlich den Bundesrat ueber dieses Gespraech unterrichten, auch was die Frage der Sanktionen betreffe. BR Felber ging nicht weiter auf die Frage der Sanktionenpolitik der Schweiz ein, wohl im Bewusstsein, dass der Hauptfeiler unserer Politik in Suedafrika u.a. bezweckt, den **D i a l o g** zwischen der Regierung und der Opposition zu foerdern. Dieser Umstand duerfte Mandela bekannt sein. Der Bundesrat wuerde u.a. mit Hilfe der schweizerischen Botschaft in Pretoria die kommenden Ereignisse in Suedafrika, aber insbesondere auch was die Demobilisierung der Rebellen in den Frontstaaten betreffe, sehr genau verfolgen und sich entsprechend verhalten.

Alle schweizerischen Teilnehmer an diesem Gespraech waren beeindruckt von der Persoenlichkeit Mandelas, von seiner Ausstrahlung, von seiner Vitalitaet und von seiner trotz jahrelanger Haft pragmatischen und unverbitterten Vorgehensweise, wie er eine Loesung der Probleme in Suedafrika anzustreben bereit ist.
(siehe auch ''Informations hebdomadaires normales'')

5.17. 80 000 39665

Datum: <input type="text"/>	Visum: <input type="text"/>
Tel. intern <input type="text"/>	

Referenzen und Initialen

Adresse für Telex an Dritte

Chiffriert	Priorität	Faktura	Text erg.	F.I.	Absender	Seite-Nr.
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	_____	5
Ja Nein	Norm. Dring. Flash					

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

2) Visite officielle de travail à Berne de M. Hage GEINGOB,
Premier Ministre de la République de Namibie, le 6 juin 1990

Geingob a été reçu par le Chef du Département. Aux entretiens, présidés du côté suisse par le Secrétaire d'Etat, ont notamment participé le Délégué pour le Corps suisse pour l'aide en cas de catastrophe et le Consul général Gruber ainsi que, pour la partie namibienne, H. Ruppel, Procureur général. Ils ont été suivis par un déjeuner offert par le Secrétaire d'Etat et auquel s'est joint l'Ambassadeur Girard. Geingob a également rencontré une délégation du Comité directeur pour la participation de la Suisse aux opérations des Nations Unies en Namibie dans le cadre du Groupe d'assistance pour la période de transition (GANUPT) (Ambassadeur Keusch, Divisonaire Vincenz, Ambassadeur Manz).

Geingob a vivement remercié la Suisse pour cette participation et pour le projet actuellement mené par l'ASC dans le Bushmanland. La Namibie espère que la solidarité internationale dont elle a déjà bénéficié va se poursuivre afin de l'aider à résoudre les problèmes auxquels elle doit faire face: chômage, logement, flux de population vers la capitale, manque de médecins, etc.

La réconciliation nationale est la seule voie possible. Elle se réalise petit à petit et permet ainsi la participation de Blancs au gouvernement. Mais elle ne signifie pas que rien ne doit changer pour ces derniers. Il ne leur sera ainsi pas possible de gar-

5.87 80 000 39665	Datum: _____	Visum: _____
	Tel. intern: _____	

Referenzen und Initialien

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------

Ja Nein

Priorität

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------

Norm. Dring.

<input type="checkbox"/>

Flash

Faktura

<input type="checkbox"/>

Text erg.

<input type="checkbox"/>

F.I.

<input type="checkbox"/>

Absender

--

Seite-Nr.

6

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

der tous leurs privilèges économiques. L'absence de redistribution des richesses mécontenterait dangereusement ceux qui attendaient de l'indépendance des changements et représenterait un risque pour la démocratie instaurée en Namibie.

Geingob a signalé que les relations de la Namibie avec l'Afrique du Sud étaient correctes, que leur développement était encourageant, mais qu'il ne lui était pas possible d'entretenir des relations diplomatiques normales avec elle pour le moment en raison de l'apartheid. Il estime que les sanctions contre l'Afrique du Sud ont eu une très grande importance en facilitant l'évolution en cours.

Le gouvernement namibien a besoin de croissance économique et veut favoriser à cet effet les investissements étrangers. Les diverses possibilités de développer les relations commerciales et économiques avec la Suisse ont fait l'objet d'une bonne part des discussions.

3) Rencontre Dalai Lama - Keusch à Rikon / ZH (7.6.1990)

L'Ambassadeur Jean-Pierre Keusch (K), Directeur de la Direction des organisations internationales, a rencontré Sa Sainteté Le Dalai Lama (DL) à l'Institut conventuel tibétain à Rikon (ZH) le 7 juin 1990. Ainsi que le précisait le communiqué de presse publié par le DFAE ce même jour, cette prise de contact n'im-

Datum: _____

Visum: _____

Tel. intern _____

Referenzen und Initialen

Adresse für Telex an Dritte

Chiffriert
Ja Nein Norm. Dring. Flash
Faktura Text erg. F.I.

Absender _____ Seite-Nr. 7

Empfängercode

plique aucune modification de la position adoptée jusqu'ici par la Suisse, qui considère toujours le Tibet comme faisant partie de la République populaire de Chine, tout en souhaitant que le peuple tibétain puisse y affirmer son identité, maintenir sa culture et pratiquer librement sa religion.

L'entrevue, sollicitée par la partie tibétaine, débuta par les chaleureux REMERCIEMENTS adressés par le DL à la Suisse pour son aide en faveur des Tibétains, sur sol helvétique comme en Inde. Très appréciées également furent la décision de la Suisse de dépêcher l'un de ses représentants officiels à Rikon, ainsi que l'offre de bons offices de notre pays, qui proposa Genève comme lieu de rencontre pour le dialogue sino-tibétain désiré par le DL - ce dernier soutenant le choix de la ville lémanique, alors que les Chinois préféreraient Beijing -.

En réponse à une question de K, le DL en vint à parler de l'état de la QUESTION TIBETAINE. La situation ne se présenterait pas sous les meilleurs auspices. Au début de l'année 1989, après avoir jusqu'alors saisi tous les prétextes pour ne pas entrer en matière (tout en ne refusant pas le principe même d'un dialogue), les autorités chinoises se montrèrent prêtes à discuter avec des représentants du DL à Hong Kong; les événements de Tian An Men, en juin 1989, signifièrent hélas la fin de cet espoir, la politique de la répression ne faisant dès lors que d'accentuer. La position du DL serait cependant toujours la même, prônant le dia-

Datum: _____
Tel. intern _____

Visum:

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert	Priorität	Faktura	Text erg.	F.I.
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Ja	Nein	Norm.	Dring.	Flash

Absender	Seite-Nr.
	8

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

logue. Quant à sa réflexion sur les moyens de dépasser l'impasse actuelle, elle insista sur les points suivants :

- Le dialogue doit primer sur la violence; cette dernière ne fait qu'engendrer de nouveaux dictateurs.
- Le gouvernement chinois n'est pas très stable, les divergences d'opinions existent, des changements sont donc possibles. A ce sujet, l'opinion du DL rejoint l'analyse de la Fédération pour la Démocratie en Chine (FDC, Paris), qui prédit que les 5-10 prochaines années verront de "grands changements" en Chine.
- Les Chinois doivent être amenés à réaliser que la question tibétaine ne saurait être réglée par la répression, les arguments et les pressions dans ce sens provenant de l'intérieur du pays, mais également de l'extérieur, du "monde libre"; si le "rideau de fer" est tombé, le "rideau de bambou" existe, lui, bel et bien encore.

Autre sujet d'importance aux yeux du DL, celui de la DOTATION EN PERSONNEL DU BUREAU DU TIBET à Zurich. Mentionnant l'accroissement constant des tâches dévolues aux deux employés de ce bureau européen, le DL pria la Suisse de bien vouloir considérer un renforcement des effectifs de 3-4 personnes; à cela s'ajouta une seconde demande: donner régulièrement la possibilités à quelques Tibétains d'Inde de venir travailler une année au Bureau du Tibet, le DL accordant une grande importance à l'éducation des membres de sa communauté.

5.87 40 000 39665

Datum: _____	Visum: _____
Tel. intern _____	

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritter)

Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

9

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

Au cours de la discussion, alors que les changements à l'Est venaient d'être évoqués, le DL exprima son admiration pour M. Gorbatchev: n'étant pas responsable des problèmes qui affectent l'URSS, le chef de l'Etat soviétique fait preuve d'un grand courage et mérite d'être soutenu par la communauté internationale.

La rencontre se termina après que le DL eut réitéré ses remerciements à la Suisse et prié celle-ci une seconde fois de considérer avec bienveillance le problème de l'accroissement du personnel du Bureau du Tibet.

4) KSZE-Konferenz Kopenhagen (5. - 29.6.1990)

Ein beachtenswerter Geist der Zusammenarbeit praepte die Eroeffnung der Kopenhagener Konferenz. Mit zahlreichen konkreten Vorschlaegen nahmen die Aussenminister der 35 KSZE-Staaten zu drei grossen Bereichen Stellung: a) KSZE-Gipfel, b) Institutionalisierung des KSZE-Prozesses, c) neue Vorschlaege im Bereich der menschlichen Dimension.

Auf einer Sondersitzung am Rande der Tagung setzten die Aussenminister eine Kommission (PrepCom) ein, welche den KSZE-Gipfel vorbereiten soll. Die PrepCom wird ihre Arbeit am 10. Juli in Wien aufnehmen. Im September werden sich die Aussenminister wohl

Datum: _____	Visum: _____
Tel. intern _____	

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Four horizontal lines for entering references and initials.

Four horizontal lines for entering the address.

Chiffriert

Priorität

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

Ja Nein

Norm. Dring. Flash

10

Empfängercode | Empfängercode | Empfängercode | Empfängercode | Empfängercode | Empfängercode

in New York treffen, um sich mit diesem Thema zu befassen. Frankreich seinerseits laedt die KSZE-Staaten vom 19. - 21. Dezember zum Gipfeltreffen in Paris ein.

Im Bereich der Institutionalisierung des KSZE-Prozesses zeichnen sich Konturen ab, die sich mit den schweizerischen Vorstellungen decken. Aufgrund der Ministererklarungen ruecken folgende Gebiete zusehends in den Mittelpunkt eines Konsenses:

- regelmaessige Gipfeltreffen (alle zwei Jahre),
- regelmaessige Aussenministertreffen (wohl 2 mal pro Jahr),
- eine Verifikationsagentur und
- ein Konfliktloesungszentrum, in welchem auch die friedliche Beilegung von Streitfaellen ihren festen Platz haette. Diese Fragen werden ebenfalls eingehender in der PrepCom besprochen.

Im Bereich der menschlichen Dimension war der Minderheitenschutz eindeutig Tagesthema Nr. 1. Bundesrat Felber regte in seiner Rede an, der vorgesehene KSZE-Gipfel moege ein Sondertreffen zu den Minderheitenfragen beschliessen. Die Schweiz waere bereit, als Gastgeber fuer dieses Treffen in der erste Haelfte 1991 aufzutreten. Dieser Vorschlag rief positive Reaktionen hervor. Verschiedene Delegationen liessen indessen auch erkennen, dass sie nicht abgeneigt waeren, aehnliche Veranstaltungen in ihrem Land durchzufuehren. Die Pentagonale (A, I, H, CSFR, YU) moechte sich mit dem Minderheitenschutz erstmals ein politisches Profil geben. Insbesondere Oesterreich und Ungarn zeigten deshalb eine gewisse

Datum: _____
Tel. intern _____

Visum: _____

5.17 80 000 39665

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert	Priorität	Faktura	Text erg.	F.I.	Absender	Seite-Nr.
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		11
Ja	Nein	Norm.	Dring.	Flash		

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

Zurueckhaltung dem schweizerischen Vorschlag gegenueber.

Der von der Schweiz angeregte und von den N+N-Staaten eingebrachte Vorschlag, den Mechanismus in der menschlichen Dimension um das Recht zu ergaenzen, Informationen durch einen Beobachter verifizieren zu duerfen, fand gute Aufnahme.

In der Fuelle der neuen Vorschlaege waehlten alle Redner eine zukunftsgerichtete Perspektive. Die historische Dimension erstreckte sich nicht auf eine Kritik der menschenrechtlichen Praxis in einzelnen Laendern, sondern lediglich auf die Freude ueber die revolutionaeren Umwaelzungen, welche ein einheitlicheres Europa ermoeeglichten. Auch die Lage in den baltischen Staaten kam nur marginal zur Sprache. Baker beispielsweise begnuegte sich mit dem Hinweis, dass Bush und Gorbatschow dieses Problem besprochen haetten. Einzig Island, das seine Unabhaengigkeit gleichzeitig mit den baltischen Staaten nach dem ersten Weltkrieg erlangt hatte, setzte schaeferere Akzente.

Albanien nahm erstmals am KSZE-Geschehen teil, und zwar mit einem Beobachterstatus. Dies wurde allgemein begruesst. In den Korridoren hiess es aber auch einhellig, Albanien muesse im Inland noch einige Reformen durchfuehren, ehe ihm die volle Teilnahme am KSZE-Geschehen gewaehrt werden koennen. K. Jacobi.

////

Copie: BRF JAC PB

NNNN

Datum: _____	Visum: _____
Tel. intern _____	

537 80 000 39665

i. A. 22.14.7.3Interne Verteilerliste*Original direkt weitergeleitet*Betrifft:

IH + DP 24/90 vom 11.06.1990

Departementsvorsteher		BRF
Dipl. Sekretär	Hr. Combernous	CD
pers. Mitarbeiterin	Frau Hanselmann	HMG
Generalsekretariat	Hr. Schaller	SRU
	Hr. Meier	MEF
Politischer Direktor, Staatssekretär	Hr. Jacobi	JAC
Sekretariat Staatssekretär	Hr. Kupfer	KU
Protokoll	Botschafter Dayer	DD
Politisches Sekretariat	Botschafter Ducrey	DY
Pol. Dok. Dienst, Kanzlei pol. Sekr.		W 338
Finanz- und Wirtschaftsdienst	Minister Lautenberg	LA
	Hr. Fivat	FIV
Pol. Abteilung I	Botschafter Staehelin	SIN
	Hr. Woker	WOK
	Hr. Jenni	JE
	Hr. Pardo	PR
Dienst Frankophonie	Hr. Kammer	KJF
Europarat	Hr. Richard	RA
Pol. Abteilung II	Botschafter Simonin	SI
	Hr. Chappuis	CFR
Sektion f. kons. Schutz	Hr. Duboulet	DC
Pol. Abteilung III	Botschafterin von Grünigen	GRN
Dienst für Abrüstungs- und Nuklearfragen	Hr. von Arx	AX
KSZE-Dienst	Hr. Widmer	WI
Fremde Interessen	Hr. Ghisler	GH
Dienst für Friedensfragen	Hr. Lehner	LH
Auslandschweizersekretariat	Minister Bodenmüller	BOD
Koord. Int. Flüchtlingspolitik	Botschafter Weiersmüller	WER
Direktion f. int. Organisationen	Botschafter Keusch	KJP
	Minister Gyger	GWB
Sekt. UNO und int. Org.	Hr. Hofer	HER
Berater f. europ. Weltraumzusammenarbeit	Hr. Creola	CRE
Sekt. int. wissenschaftl. Angelegenheiten	Hr. Hofmann	HOF

./.

Sektion für intern. Umweltangelegenheiten	Hr. Ducret	DUC
Sekt. f. kulturelle + UNESCO-Angelegenheiten	Frau Matteucci-Keller	
Sekr. der nat. schweiz. UNESCO-Kommission	Hr. Theurillat	TB
Direktion für Völkerrecht	Botschafter Krafft Minister Godet Minister von Däniken	KT GT VDF
Sektion Völkerrecht	Hr. Baumann	BWE
Sektion Entschädigungsabkommen	Hr. Bühler	BC
Sektion Staatsverträge	Hr. Rubin	RC
Sektion Landesgrenze- und Nachbarrecht	Hr. Dubois	DS
Sektion Verkehr Seeschiffahrtsamt Basel	Direktor Hulliger Stellvertr. Direktor Haenggi	HG
DVA	Botschafter Manz Frau Krieg	MA KRI
Sicherheitsbeauftragter	Hr. Iten	IT
Sekt. Rekr. + Ausb. des Personals	Hr. von Graffenried	GRP
Personalsektion	Hr. Brogini/Hr. Peter	BRO/PM
Sektion Buchhaltung und Informatik	Hr. Savoye	SAV
D. f. verw. rechtl. Angelegenheiten	Hr. Welti	WP
Sektion Bezüge und Zulagen Verwaltungsinspektorat	Hr. Bollinger Hr. Castelli	BOL CS
Kuriersektion	Hr. Schweizer	SRJ
Dir. f. Entw. Zusam. + hum. Hilfe	Botschafter Staehelin	SFR
Stellvertr. Direktor	Hr. Wilhelm	WM
Del. f. Katastrophenhilfe im Ausland	Hr. Rädetsdorf	RAE
Vizedirektor	Hr. Giovannini Hr. Dannecker	GI/ DAN
Informationsdienst	Hr. Beti	BEI
Multilaterale Angelegenheiten	Hr. Pasquier	PA
Sektion human. Nahrungsmittelhilfe	Frau Schelling R.	SGR
Forschung und Politik	Hr. Melzer	MEL
Integrationsbüro EDA/EVD	Botschafter Kellenberger	Ke
CH-91	Botschafter Vallon	VAL
Zentralstelle Gute Dienste	Hr. Bill	BH

+ Vertrauliche Umschläge:

- Hr. Lorétan, Bundeshaus-West, W 134
- Seeschiffahrtsamt, Basel
- Botschafter Raymond Probst, Bern (durch Chauffeur zugestellt)
- alle Bundesräte (für Info hebdo)

Per Kurier an die diplomatischen Vertretungen in:

Abidjan		Panama
Abu Dhabi		<u>Panmunjom</u>
Addis Abeba	Hamburg	Paris (3)
Akkra	Hanoi	Prag
Alger	Harare	Pretoria
Amman	Havanna	Quito
Amsterdam	Helsinki	Rabat
Ankara	Hong Kong	Rio de Janeiro
Antananarive	Houston	Rom
<u>Asuncion</u>	Islamabad	San Francisco
Athen	Istanbul	San José
Atlanta	Jakarta	Santiago de Chile
Bagdad	Johannesburg	Sao Paulo
Bangkok	Kairo	Singapur
Barcelona	Karachi	Sofia
Beijing	<u>Khartoum</u>	Stockholm
<u>Beirut</u> <i>NIKOSIA</i>	Kigali	Strassburg+Europarat
Belgrad	Kinshasa	Stuttgart
Berlin/BRD	Kopenhagen	Seoul
Berlin/DDR	Kuala Lumpur	Sydney
Bogota	Kuwait	Teheran + Fremde Interessen
Bombay	Lagos	Tel-Aviv
Bonn	La Paz	Tokio
Bordeaux	Lima	Toronto
Brasilia	Lissabon	Tripolis
Brüssel+Mission	London	Tunis
Budapest	Los Angeles	Vancouver
Buenos Aires	<u>Luanda</u>	Warschau
Bukarest	Luxembourg	Washington
Canberra	Lyon	Wellington
Caracas	Madrid	Wien
Chicago	Mailand	Yaoundé
Colombo	Manchester	Zagreb
<u>Conakry</u>	Manila	Riad
Dakar	<u>Maputo</u>	+ Mission permanente de la Suisse auprès des O.I., Wien
Damaskus	Marseille	
Dar es Salaam	Melbourne	
Den Haag	Mexiko	
Dhaka	Montreal	
Djeddah	Monrovia	
Dublin	Montevideo	
Düsseldorf	Moskau	
Frankfurt a/Main	München	
Genua	Nairobi	
Guatemala	New Delhi	
	New York, UNO+GK	
	Osaka	
	Oslo	
	Ottawa	

Diverse:

- Genf, OI
- R. Mantelli, BAWI
- Divisionär Petitpierre, EMD
- R. Probst, BE (ehem. Staatssekretär)
- interne Verteilerliste
- *IH + DP*